

La France et la Belgique organisent la disparition annoncée de Dexia

Les deux Etats, qui avaient déjà sauvé la banque en 2008, redoutent un effet de contagion

Mardi 4 octobre – comme en 2008 – les Etats français et belge ont volé au secours de Dexia, qui restera dans l'histoire comme la première victime de la crise des dettes souveraines en zone euro.

Objectif : circonscrire le cas de la banque franco-belge, en lui apportant des garanties de financement et en protégeant ses dépôts.

Bruxelles juge que les déposants belges ont financé massivement les collectivités françaises

La crainte d'un « bank run » n'a pas tardé à se répandre mardi en Belgique : pas moins de 300 millions d'euros de retraits ont été effectués en une journée chez Dexia Banque Belgique, selon le quotidien belge *De Tijd*.

Dont acte. Le gouvernement belge s'est réuni mardi soir. La veille, un conseil d'administration extraordinaire de la banque avait mandaté l'administrateur délégué, Pierre Mariani, pour mettre sur pied un plan de sauvetage.

La débâcle après quinze ans de « marche forcée »

LA CAISSE D'AIDE à l'équipement des collectivités locales (CAECL) est morte ! Vive le Crédit local de France ! C'est ainsi que le 2 octobre 1987, *Le Monde* annonçait la naissance du premier banquier des communes, des départements et des régions. Vingt-quatre ans plus tard, cette banque, devenue Dexia, est à l'agonie.

Pourtant tout avait commencé sous les meilleurs auspices pour ce projet mené par Pierre Richard, alors directeur général adjoint de la Caisse des dépôts, en charge de la CAECL et qui devint président du directoire du Crédit local de France (CLF).

En décembre 1991, cette nouvelle banque entrait en bourse. Malgré la morosité du marché et le manque de notoriété de cet établissement public, l'opération attirait un peu plus de 60 000 actionnaires. On parlait alors d'un exploit. M. Richard se disait « heureux » de ce placement, relevant cependant que « le CLF ce n'est pas pour les boursicoteurs ».

En juin 1993, le CLF sera la première entreprise à être privatisée par gouvernement Balladur. Succès là encore : l'opération est souscrite près de dix-huit fois.

La véritable mutation interviendra en 1996 avec la fusion du Crédit local de France (CLF) et du Crédit communal de Belgique (CCB), qui deviendra Dexia. C'est l'arrivée de la monnaie unique qui pousse Pierre Richard à presser le mouvement, car il est convaincu que « l'euro sera un tremblement de terre pour les banques. Les établissements de taille moyenne vont disparaître et on va assister à de gigantesques restructurations ». Il veut « prendre le train dès son départ ».

Dexia devient plus ambitieux. Il passe d'un seul métier du temps du CLF, à trois, en ajoutant au financement des collectivités locales, la banque commerciale et la gestion d'actifs. Principalement en Europe et aux Etats-Unis. Le groupe élargit son offre de produits proposés aux collectivités locales en se développant dans l'assurance.

Dexia se lance alors dans une vaste politique d'acquisitions. Le

ouvrant la porte à un démantèlement. Les ministres ont d'abord approuvé la création d'une « bad bank », une structure de défaisance devant notamment accueillir un portefeuille de 95 milliards d'euros d'obligations, trop lourd à porter pour l'établissement. A cela pourraient s'ajouter les entités italiennes et espagnoles Crediop et Sababel.

L'élaboration de la structure de défaisance donnera sans doute lieu à d'intenses négociations entre la France et la Belgique, qui pourraient en être les garants. Les relations sont tendues entre les deux Etats, qui avaient injecté pas moins de 6 milliards d'euros dans Dexia en 2008, déjà étouffée par le tarissement de la liquidité.

Pour les dirigeants belges, les problèmes de Dexia viennent d'abord de l'ancien Crédit local de France (CLF). En France, les activités de Dexia ne sont pas assises sur les dépôts d'une banque de détail, contrairement à la Belgique. En clair, juge Bruxelles, les déposants belges ont financé massivement les collectivités françaises...

Et la Belgique refuse que sa notation s'en trouve affectée. A Paris, le gouverneur de la banque de France, Christian Noyer, a assuré mercredi que l'intervention de la France en

faveur de Dexia ne menacerait pas son « AAA », la meilleure note accordée par les agences de rating qui permet à ses bénéficiaires de s'endetter à un coût raisonnable.

A court terme, Dexia devrait aussi vendre de nombreux actifs. La turque Denizbank – une « pépite » selon certains – ou la filiale luxembourgeoise Dexia BIL, pourraient ainsi être cédés.

La rumeur, mardi, voulait également que la banque espagnole Santander soit candidate à la reprise de tout ou partie de Dexia Banque Belgique, assise sur quelque 70 milliards d'euros de dépôts. Des experts gouvernementaux devaient plancher dès mercredi matin sur divers scénarios.

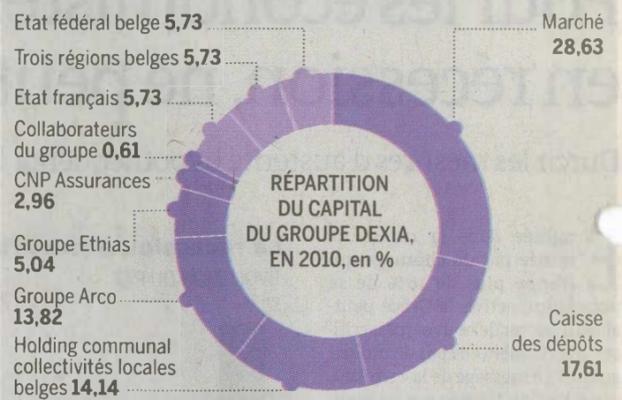
La perspective d'un démantèlement de Dexia a fait plonger le titre en Bourse mardi. Il a fini la journée sur une baisse de 22,46 %. Mercredi, à l'ouverture, l'action regagnait quelques points.

Officiellement, l'idée d'un démantèlement est toutefois écartée. Le ministre des finances, Didier Reynders, a estimé qu'il s'agit plutôt d'une « consolidation » de Dexia sur le marché belge. Un membre du syndicat socialiste FGFB a pourtant déclaré que tout le groupe était à vendre.

Côté français, il s'agit notamment de trouver rapidement une solution au financement des collectivités locales – spécialité de l'établissement franco-belge. Le ministre de l'économie François Baroin a confirmé sur RTL mercredi que la piste d'une co-entreprise Caisse des dépôts – Banque postale était « la plus sérieuse ». Le schéma pourrait être arrêté « dans les prochains jours », indique-t-on dans l'entourage de la Caisse des dépôts.

La structure ainsi créée pourrait reprendre un portefeuille d'un peu plus de 70 milliards d'euros. Parmi ces actifs, certains sont com-

Un actionariat éclaté



SOURCE : DEXIA CREDIT LOCAL

plexes – autrement dit toxiques. La banque doit notamment faire face à plusieurs contentieux juridiques l'opposant à des collectivités locales en France, qui se sentent lésées sur la nature des prêts qui leur ont été vendus.

La crise de Dexia a relancé les discussions sur la recapitalisation des banques européennes. « Les vues convergent de plus en plus pour dire que nous avons besoin d'une approche concertée et coordonnée en Europe », a indiqué Olli Rehn, le commissaire aux Affaires économiques, en marge d'une réu-

nion avec les ministres des finances des Vingt-sept.

M. Rehn reconnaît que l'essentiel des mesures à prendre le seront au niveau national, et que les autorités européennes – Banque centrale, commission, et autorité de supervision – cherchaient surtout à coordonner les efforts. Des travaux en ce sens ont lieu depuis quelques jours à Bruxelles, en dépit des réserves de la France. ■

CÉCILE DE CORBIÈRE
PHILIPPE RICARD (BUREAU EUROPÉEN,
ET JEAN-PIERRE STROOBANTS
(À BRUXELLES)

SI TANT D'ÉTUDIANTS ABANDONNENT LEURS ÉTUDES, C'EST AUSSI UN PROBLÈME DE LOGEMENT.

On n'imagine pas toujours à quel point le coût du logement peut avoir un impact sur la réussite des jeunes dans leurs études. 1 étudiant sur 5 travaille, bien souvent pour pouvoir se loger. Pour les étudiants qui travaillent plus de 2 jours par semaine, le taux de réussite aux examens plafonne à 38% (au lieu de 66% pour ceux qui ne travaillent pas). Le problème du logement n'est pas qu'un problème de logement. Signez la pétition sur www.mobilisationlogement2012.com pour exiger de tous les candidats aux élections qu'ils intègrent à leur programme un socle de réformes clair et ambitieux pour faire du logement une priorité nationale.

BDPP © unlimited Photo : Olivier Rollet

WWW.MOBILISATIONLOGEMENT2012.COM

MOBILISATION GÉNÉRALE POUR LE LOGEMENT
SIGNONS LA PÉTITION !

Pour les économistes, la Grèce, déjà en récession, ne peut faire plus de rigueur

Durcir les mesures d'austérité hypothéquerait la croissance jusqu'en 2013

Engluée dans la récession, minée par un chômage qui frappe plus de 16% de sa population active, la Grèce peut-elle supporter de nouveaux sacrifices? Ne risque-t-elle pas de mourir guérie? Le message de la «troïka», la délégation formée par les équipes du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque centrale (BCE) et de l'Union européenne, ne laisse pas croire autre chose: pour déboucler la prochaine tranche d'aide de 8 milliards d'euros et éviter la banqueroute, le pays doit faire davantage d'efforts. Mais en est-il capable?

«Ajouter de l'austérité à la Grèce dans le contexte actuel ne fait pas de sens», tranche Natacha Valla, économiste chez Goldman Sachs. Depuis mi-2010 en échange d'un soutien financier de 110 milliards d'euros au total auquel s'ajoute depuis juillet la promesse de 160 autres milliards, Athènes s'est déjà imposé un remède de cheval: un plan d'économies de 28 milliards d'euros pour réduire le déficit public de 12 points de produit intérieur brut (PIB) en cumulé d'ici à 2015. L'objectif: éponger la dette de 350 milliards qui étrangle le pays, assainir les finances et rendre l'économie plus compétitive.

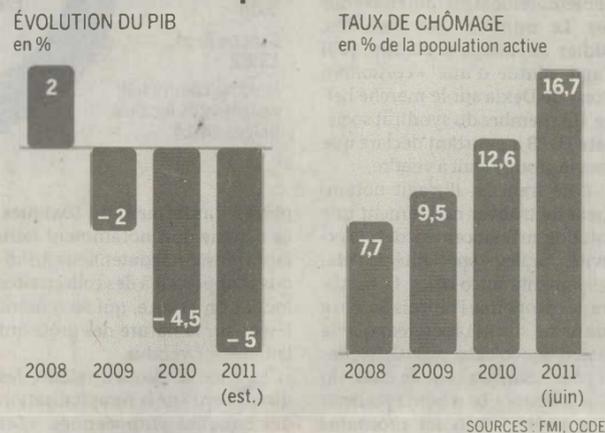
Problème, l'Etat, déjà réputé pour son laxisme budgétaire, n'a pas respecté ses engagements. Le

Moody's baisse la note de l'Italie de trois crans

Nouveau signal d'alerte pour l'économie italienne, le gouvernement de Silvio Berlusconi et l'euro: mardi 4 octobre l'agence de notation Moody's a annoncé une dégradation brutale - de trois crans - de la note de la dette italienne, passée de Aa2 à A2 avec perspectives négatives.

Le 20 septembre, Standard & Poor's avait, elle aussi, abaissé la note italienne. En cause: l'environnement financier qui se détériore et renchérit le coût du crédit de pays fragiles. Le marché réclame un taux d'intérêt de 5,48%

La récession s'amplifie en Grèce



déficit dérape (il devrait atteindre 8,5% du PIB en 2011 contre 7,4% prévu) et les privatisations traînent. Sur les 50 milliards d'euros de ventes d'actifs publics programmées d'ici à 2015, seules 1,7 milliard auraient été réalisées à fin septembre. Bilan? «Ça n'a pas été fait», constate Shahin Vallee économiste au centre Bruegel de Bruxelles.

Athènes aurait donc encore un peu de «gras» pour justifier des mesures additionnelles. Au total selon la presse locale, la «troïka» réclamerait 9 milliards d'euros d'économies en 2011 et 2012 au

lieu des 6 milliards initialement programmés ainsi que de nouveaux efforts en 2013 et 2014.

Peu importe la révolte populaire qui gronde, comme en atteste la journée de grève de mercredi 5 octobre. L'Irlande, ne s'est-elle pas, elle aussi, imposée une cure d'austérité avec succès? Après trois ans de souffrances la petite république renoue depuis le début de l'année avec la croissance.

Consommation en baisse

Mais qu'elle soit ou non fautive de n'avoir pas mené à bien les réformes attendues, la Grèce pourrait, de l'avis de la plupart des économistes, ne pas être en mesure de faire de nouveaux efforts. Le remède pourrait donc s'avérer inutile, si ce n'est criminel. Selon les experts de Goldman Sachs, amplifier encore la rigueur, hypothéquerait la croissance jusqu'en 2013!

«Ce qui a pu fonctionner dans d'autres pays comme l'Argentine [qui a fait défaut sur sa dette fin 2001] à d'autres moments ne s'applique pas au cas grec», souligne Jesus Castillo, économiste spécialiste de la zone euro chez Natixis.

Les efforts réclamés jusqu'ici - d'une ampleur sans précédent au sein de zone euro - ont, de fait, entraîné le pays dans une spirale

récessive plus importante que prévue. Le PIB grec, que le FMI voyait se contracter de 3,5% en 2011, devrait en fait perdre 5,5%, à en croire les nouvelles prévisions du gouvernement grec. Pour les économistes de Barclays la richesse nationale pourrait même être réduite de 5,8%.

Résultat, au lieu de se résorber la dette ne fait qu'enfler. De 127% du PIB en 2009, la créance d'Athènes est passée à 143% en 2010, et devrait franchir la barre de 160% en 2011. En 2012 ce ratio progressera encore selon Oddo. «Le FMI a mal apprécié l'impact sur la croissance du programme d'ajustement grec», observe M. Vallee.

En cause? L'environnement international qui s'est dégradé, ajouté aux graves faiblesses du pays. En ces temps de rigueur, la consommation des Grecs s'est étiolée, trop et trop vite. Les salaires ont baissé (de 40% pour certains fonctionnaires) quand le taux de chômage progressait de mois en mois. De 7,2% fin 2008, il a bondi à 16,1% en juin.

Les recettes fiscales ont mécaniquement fondu tandis que les dépenses sociales (assurance chômage...), qui n'ont pas été coupées, ont augmenté.

Côté exportations, le bilan n'est pas meilleur. Le déficit de la balance commerciale reste supérieur à 11% du PIB. La Grèce, déjà peu performante avant la crise, est bloquée: partout dans le monde la croissance s'étiole et ses partenaires européens mettent eux aussi en place des plans de rigueur.

Comment sortir de l'impasse? Laisser plus de temps à Athènes ou gommer une partie de la dette, répondent les experts. Il faut imposer un «hair cut», une réduction du montant nominal de la créance grecque de l'ordre de 50% à 60%, et obliger les créanciers à enregistrer leurs pertes, estime notamment M^{me} Valla. «Malheureusement on y arrive très lentement», observe-t-elle.

CLAIRE GATINOIS

Les matières premières s'effondrent

La peur d'une récession en Europe fait plus chuter les métaux que les produits agricoles

Peu de matières premières échappent à la débâcle sur les prix. Hormis pour les métaux bismuth et indium, qui ne sont pas des produits très représentatifs, le repli est généralisé, y compris pour les «vedettes»: le cours du baril de Brent est tombé sous les 100 dollars, mardi 4 octobre (-20% en cinq mois); en deux mois, l'or a reculé de 15%, le cuivre de 29% et le maïs de 25%.

En raison de l'affolement des marchés, la volatilité demeure forte, et l'on peut voir les cours mondiaux monter ou chuter de 5% certains jours, la palme de l'effondrement revenant à l'argent, qui a dévié de 25% entre le 21 et le 23 septembre.

Les spécialistes en perdent leur latin. «On ne sait plus où on va, se désole Georges Bertrandias, patron du négociant Bertrandias SA. Sur le plomb, on constate des refus de vente à perte. Sur l'étain, je vis au jour le jour et n'achète que si je vends. Et pourtant, la construction mécanique va bien: il y a deux ans d'attente pour la livraison d'un hélicoptère!»

Ni l'offre ni la demande n'expliquent cette tendance dépressive généralisée. «Même si les stocks du London Metal Exchange sont très élevés, ils ne sont pas disponibles pour autant», car ils servent de gage à des produits financiers, estime Jean-Louis Delsol, président de la Chambre syndicale du plomb. «Les cours demeurent très influencés par les marchés financiers», dit-il.

Rares sont ceux qui se frottent les mains, comme Gordon Moffat, directeur général d'Eurofer, représentant des sidérurgistes à Bruxelles. «Nous nous attendions à une correction du prix du minerai de fer, mais plutôt vers 2013, commente-t-il. Cette correction est une bonne chose, car nous avons subi une inflation énorme des prix de nos matières premières.»

ALAIN FAUJAS

A Liège, les salariés d'ArcelorMittal dénoncent «le coup de trop»

Le groupe sidérurgique ne veut pas relancer, fin 2011, ses deux hauts-fourneaux. Les syndicats craignent une fermeture définitive

Flémalle (Belgique)

Envoyé spécial

Mardi 4 octobre, explique-t-il, son fils de 10 ans s'est éveillé en lui demandant: «Papa, t'as perdu ton travail?» Petit, râblé, drapé dans son coupe-vent vert pomme, couleur du syndicat chrétien CSC, Toni Di Liberto n'est pas du genre à s'apitoyer. Pourtant, son regard se brouille un court instant quand il s'interroge sur l'avenir de ses enfants.

Avec ses collègues, il tape le carton sur une caisse retournée, une bouteille de Jupiler, la bière du cru, à la main. Histoire de passer le temps sous la bruine qui commence à refroidir les ardeurs. Pourtant, Toni et ses camarades iront, disent-ils, «jusqu'au bout». A savoir jusqu'à ce que la direction locale du groupe sidérurgique ArcelorMittal revienne à la table des négociations.

ArcelorMittal avait mis à l'arrêt ses deux hauts-fourneaux liégeois en mai 2008. L'un des deux a été redémarré en avril 2010, mais a dû être arrêté en août pour maintenance, mettant au chômage 500 travailleurs, en principe pour un mois. Le groupe a toutefois indiqué que, en raison de la baisse de la demande, il ne relancera pas sa «phase à chaud» (les deux hauts-fourneaux et la coulée continue) durant le quatrième trimestre.

En compensation, les syndicats réclament le maintien de 300 travailleurs intérimaires, alors que la direction ne souhaite en conserver que 200, ainsi que le paiement des dimanches pour le personnel en chômage temporaire.

Lundi 3 octobre, le dialogue qui se déroulait au Centre acier de Flémalle, le quartier général de l'entreprise, près de Liège, a mal tourné. Après cinq réunions, les esprits se sont échauffés. Des ouvriers, débordant manifestement leurs dirigeants, ont alors décidé d'occuper le bâtiment. Six directeurs, dont Joao Felix da Silva, le patron d'ArcelorMittal Liège, ont été cantonnés dans une salle de réunion. Ils ne devaient la quitter qu'une vingtaine d'heures plus tard, escortés par des policiers en civil.

Colère et abatement

«Qu'ils s'en aillent! De toute façon ils ne peuvent rien décider sans l'avis de Lakshmi Mittal. De vrais directeurs se battraient pour leur usine!», lance un affilié de la FGTB, le syndicat socialiste.

C'est après une discussion houleuse, suivie d'une bousculade, que les dirigeants syndicaux ont obtenu de leur base qu'elle libère les directeurs. Robert Rouzeeuw, de la FGTB, annonce le maintien de l'occupation du site et la poursuite de la grève qui paralyse désormais tout le bassin.

Sur le parking du siège social,



Devant le site d'ArcelorMittal à Flémalle, près de Liège (Belgique), mardi 4 octobre. THIERRY ROGE/REUTERS

jonché de canettes, de boîtes de sandwichs et de pneus brûlés, on se partage entre colère et abattement. «On est dans le couloir de la mort», murmure un jeune syndicaliste. «Cette fois, ça pue», rugit un de ses collègues.

L'écho de la fermeture, «pour une durée indéterminée», du dernier haut-fourneau lorrain du groupe ArcelorMittal, à Florange, est parvenu jusqu'à Flémalle. On

redoute d'y subir le même sort que cette usine qui fabriquait, elle aussi, des produits à haute valeur ajoutée. Et on rappelle que, à Charleroi, une autre unité a «temporairement» cessé sa production... depuis trois ans.

La direction se veut rassurante et évoque une possible reprise du dialogue. Sans trop d'illusions. Il n'y en a pas davantage dans les propos de Didier Smetz, vice-prési-

dent de la FGTB Métal: «Nous avons accepté une réduction du personnel, des conditions de travail très difficiles, parfois à la limite de l'insalubrité. Là, c'est le coup de trop.»

En 2008, Mittal a soumis aux pouvoirs publics belges un marché: la réouverture du haut-fourneau 6 de Seraing et la création d'emplois contre le droit d'émettre du dioxyde de carbone, avec la

garantie de quotas de CO₂ jusqu'en 2012. Pour certains, l'arrêt complet de la phase à chaud à Liège est lié à l'approche de cette date: «Il veut que la région wallonne continue à payer à sa place», fulmine un dirigeant politique, qui entend rester anonyme.

A Liège, on redoute qu'ArcelorMittal ne mette un terme définitif à une époque glorieuse qui a démarré en 1823, avant même la naissance de l'Etat belge. C'est la dynastie Cockerill qui a contribué à faire de la Wallonie une grande puissance industrielle du XIX^e siècle.

Aujourd'hui, la sidérurgie n'emploie plus que 3000 travailleurs à Liège, 7000 de moins qu'il y a vingt ans. Après les rachats et les restructurations, qui ont émaillé l'histoire tumultueuse du secteur, une réalité s'impose encore: les coûts restent plus élevés en Wallonie que dans d'autres sites et la qualité de la main-d'œuvre, ainsi que sa productivité, ne suffisent plus à convaincre des dirigeants du groupe.

Mittal a d'ailleurs évoqué récemment sa volonté de «maximiser la production sur les usines au coût le plus faible». «Quand on sera tous chômeurs, on fera les acteurs dans les films des frères Dardenne», ironisait, mardi, un jeune travailleur occupant le Centre acier.

JEAN-PIERRE STROOBANTS